

Agence de La Rochelle  
7 avenue du Général de Gaulle  
17440 AYTRE  
Tel 05 86 85 02 80  
larochelle@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.7.8

<b>Mission(s)</b> HAND, L (*), LE, PSE, SEI (*), TH	
<b>Nos références</b> 170C241A (170-C-2023-0014)	<b>Date</b> 23/01/2026

## SAINT-GERMAIN DE LUSIGNAN - CFA - RENOVATION ENERGETIQUE DE LA ZONE ATELIERS

### RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



<b>Envoi</b>	<b>CHAMBRE DES MÉTIERS DE L'ARTISANAT DE LA RÉGION AQUITAINE - DESTANDAU Pascal - LABORDE Dominique</b>	<i>Maître d'ouvrage</i>	pascal.destandau@cma-nouvelleaquitaine.fr / dominique.laborde@cma-nouvelleaquitaine.fr
<b>Copie</b>	<b>Socotec smart solution - BREGEON Mikaël</b>	<i>Maître d'oeuvre</i>	contact@ascaudit.com / mikael.bregeon@socotecsmartsolutions.fr
	<b>Atelier Parc - François Picq &amp; Julie Pannetier - PANNETIER Julie</b>	<i>Architecte</i>	juliepannetier@hotmail.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Dorian ARCHIMBAUD - Le vérificateur de la réglementation thermique, Dorian ARCHIMBAUD - Le vérificateur des installations électriques, Bruno BERTRAND

Le chargé d'affaire,  
Dorian ARCHIMBAUD

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 22/01/2026  
Motif : Précisions sur le dossier protection charpente



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes.....	14
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	15
VIII.5 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant.....	21
VIII.6 - Classement et référentiel.....	24
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	26
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	34
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	36

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 22/01/2026

Motif : Précisions sur le dossier protection charpente

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°170-C-2023-0014 et qui sont détaillées ci après :

- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- PSE - Mission relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Dorian ARCHIMBAUD

Le vérificateur de la réglementation thermique, Dorian ARCHIMBAUD

Le vérificateur des installations électriques, Bruno BERTRAND

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

#### Maître d'ouvrage

CHAMBRE DES MÉTIERS DE L'ARTISANAT DE LA RÉGION AQUITAINE

46 avenue général de Larminat

33074 BORDEAUX CEDEX

#### Maitre d'oeuvre

Socotec smart solution

27, avenue Victor-Louis Bachelar

17300 ROCHEFORT

#### Architecte

Atelier Parc - François Picq & Julie Pannetier

20 Boulevard Denfert Rochereau

17500 JONZAC

## IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Le programme concerne l'amélioration thermique et énergétique de la zone ateliers blocs B-C-D et comprenant :

- Salles de classes,
- Sanitaires-vestiaires
- Ateliers,
- Circulations.

Les travaux à réaliser portent sur :

- Désamiantage RDC et toiture,
- Réfection des étanchéités des toitures,
- L'isolation par l'extérieur des murs des salles de classes,
- Le remplacement de menuiseries extérieures,
- La mise en place d'une ventilation et son pilotage,
- La mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique dans l'espace coiffure,
- L'amélioration de l'éclairage avec la mise en place de LED,
- Suppression de l'agrandissement derrière la classe D2.

Adresse de l'opération :

40 route de St Genis

## IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

1 000 000 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 2026

Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Date : 12/01/2026 - Réception : 16/01/2026

- Plans bloc B tout corps d'état Ind. 1
- Plans bloc C tout corps d'état Ind. 1
- Plans bloc D tout corps d'état Ind. 1

- Descriptifs - Date : 12/01/2026 - Réception : 16/01/2026

CCTP des lots suivants:

- Lot 1 : Désamiantage
- Lot 2 : Maçonnerie
- Lot 3 : Etanchéité
- Lot 4 : Menuiseries extérieures
- Lot 5 : Isolation Thermique Extérieure
- Lot 6 : Isolation Thermique Intérieure – plâtrerie
- Lot 7 : Ventilation – Plomberie ECS - Courant fort et faible – SSI

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### **Maître d'ouvrage - CHAMBRE DES MÉTIERS DE L'ARTISANAT DE LA RÉGION AQUITAINE**

- \* Supposé 3ème catégorie type R - En attente du PV de la commission de sécurité relatif aux travaux justifiant le classement.

### **Maitre d'oeuvre - Socotec smart solution**

- \* Les bardages devront être posés selon le guide RAGE en vigueur.
- \* Les puits de lumière devront bénéficier d'un Avis Technique visant le domaine d'emploi.
- Préciser les dimensions caractéristiques des rampes (entrée extension coiffure et au niveau du retrait des bancs)
- Une note de calcul d'éclairement est à prévoir pour les nouveaux cheminements extérieurs
- Préciser le facteur solaire des puits de jour remplacés.
- Préciser les pertes statiques Qpr des chauffe-eau (200l)
- Thermique: L'éclairage dans les salles devra posséder:
  - Une gradation des sources de lumières régulée par éclairage naturel
  - Un dispositif de régulation couvrant une surface < 25 m<sup>2</sup>
- \* L'article §3.3.2 du lot 5 fait référence à l'IT243 => A corriger (IT249)
- \* Les cloisons doivent être coupe-feu 1/2h.
- \* Si les portes remplacées font office d'issue de secours, elles doivent présenter une largeur d'une UP minimum.
- \* Préciser la réaction au feu des dalles de sols.
- \* Dans les locaux de plus de 50m<sup>2</sup>, les stores doivent présenter une réaction au feu M2.
- \* Les calorifuges utilisés pour l'isolation des canalisations et récipients contenant l'eau sanitaire doivent être réalisés en matériau de catégorie M1 ou CL-s3, d0 dans les locaux et dégagements accessibles au public et M3 ou DL-s3, d0 dans les autres parties de l'établissement.
- \* Préciser l'emplacement des coupures ventilation.
- \* La CTA devra répondre aux exigences de l'article CH36
- \* Les batteries électriques doivent être installées dans des caissons ou conduits réalisés en matériau de catégorie M0 (Arrêté du 29 juillet 2025) « ou A2-s1, d0 ».
- \* Les canalisations électriques alimentant les ventilateurs doivent être du type résistant au feu de catégorie CR1.
- \* Préciser comment assurer le fonctionnement permanent de la VMC.
- \* Les éclairages devront être conforme à la norme NF EN 60 598
- \* Les locaux préparation sont considérés comme locaux à risques courante (art. R10), les locaux de stockage et entretien doivent être considérés à risques moyens, traités coupe-feu 1h.

### **Architecte - Atelier Parc - François Picq & Julie Pannetier**

- \* Remplacement du désenfumage prévu alors que le tableau de surface ne fait pas apparaître de locaux de plus de 300m<sup>2</sup>. Justifier ce choix (locaux de plus de 100m<sup>2</sup> par exemple) ?

### **Lot 2 - Maçonnerie**

- Un avis sur la création de linteau sera émis en phase exécution à réception des plans, détails.

### **Lot 6 - Isolation thermique intérieure - Plâtrerie - Menuiseries intérieures - Faux plafond - Peinture - Nettoyage**

- \* Il conviendra s'assurer que la structure existante est apte à bénéficier d'un flocage assurant une stabilité au feu 1/2h.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire + avis des commissions

### OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Procès verbal d'essai béton

### OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique
- Cahier des charges

### FAÇADES ET PIGNONS

- Enduit : - certificat CSTBat, classe de résistance, capillarité...
- Système d'isolation thermique extérieure avec enduit mince : - Avis Technique du procédé - Classement reVETIR du procédé - couleur de l'enduit - nature des fixations

### MENUISERIE - VITRAGE

- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>HYPOTHESES GENERALES</b>		
	<b>Référentiel de calcul applicable</b>	PM	Eurocodes
	<b>Vent</b> Zone de vent Catégorie de terrain	AF	Zone de vent 2
	<b>Neige</b> Zone de neige et altitude	AF	Zone de neige A2
	<b>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</b>		
	<b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs du gros œuvre  Mode constructif traditionnel ou courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF  AF	Maçonnerie. Création de linteaux et poutres. Rehausse des appui des menuiseries en béton coulé
	<b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</b>		
	<b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude &lt;900 m)</b>		
	<b>Principe constructif général</b>  Elément porteur adapté à la destination Pente minimale adaptée à la destination Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture	  AF AF AF	Écran pare-vapeur type CECEAL Isolant laine de roche Membrane PVC type MONARPLAN Le tout selon avis technique Toiture technique
	<b>Dispositions constructives particulières</b> Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP)	HM	Réfection des EP et naissances EP
	<b>FACADES ET PIGNONS</b>		
	<b>BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée)</b>		
	<b>Bardages rapportés simple peau métallique</b>		
	<b>Principe constructif général</b> Adéquation du choix du bardage avec la structure et l'exploitation  Structure porteuse / support admissible	AF  AS  AF	Bardage métallique sur maçonnerie avec isolant en laine de roche (Rockfaçade) Réalisation de test à l'arrachement <b>Les bardages devront être posés selon le guide RAGE en vigueur.</b>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</b>  <b>MENUISERIES EXTERIEURES</b>  <b>Principe constructif général</b> Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement  Remplissages Menuiseries en rénovation	    AF  AF <b>AS</b>	   Menuiseries PVC à rupture de pont thermique  Classement A2 E4 Va2 Lanterneau prévus A*3 E*4 V*A2  Vitrage 4/16Ar/4 <b>Les puits de lumière devront bénéficier d'un Avis Technique visant le domaine d'emploi.</b>

## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Renseignements sur les existants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plans de récolement</li> <li>- Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...)</li> <li>- Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale.</li> </ul> <p><b>Ouvrages de structure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacements des structures porteuses (chaînages)</li> </ul> <p><b>Façades</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature</li> <li>- Désordres constatés (éclats de béton, aciers apparents, désagrégation, desquamation des briques ou des pierres...)</li> <li>- Produits de réparation proposés</li> </ul> <p><b>Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etanchéité des terrasses (loggia) (durée prévisionnelle d'usage)</li> <li>- Menuiseries (durée prévisionnelle d'usage)</li> <li>- Etat de conservation des dormants</li> <li>- Enlèvement total des dormants existant en cas de fonction de garde-corps ( DTU 36.5)</li> </ul>	<p>PM</p> <p>AS</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	<p>En l'absence de communication d'un rapport d'études de diagnostic et de l'état des lieux, la société Bureau Alpes Contrôles ne prend en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultants de l'examen de l'état apparent des existant.</p> <p><b>Un avis sur la création de linteau sera émis en phase exécution à réception des plans, détails.</b></p> <p>Évacuation des anciens bardages existants</p> <p>Réparation des murs avant ITE (traitement des aciers si apparent, rebouchage, reprise des fissures, ...)</p> <p>Dépose complète du système d'étanchéité</p> <p>Révision des chéneau et de la couverture de l'extension coiffure</p> <p>Dépose des menuiseries extérieures dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Bloc B, C et D</li> <li>- le mur Sud des salles de classes</li> <li>- les murs Nord et Ouest sur l'extérieur du salon de coiffure</li> </ul> <p>Rebouchage en maçonnerie</p>

### **VIII.3 - Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes**

Mission sans objet: Projet ayant pour but d'une rénovation énergétique n'impactant pas la structure du cadre bâti existant

## VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	AF SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM  PM	  A la charge du MOA
Art. 2	<b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b>	HM	Existant non modifié
Art. 3	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>	HM	
Art.4	<b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur. En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple	AF  SO	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Accès</b></p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)  Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle</p> <p>Caractéristiques rampe :  Supportant 300 kg  Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)  Suffisamment large  Non glissante  Contrastée / environnement avec matériaux opaques</p> <p>Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente</p> <p>Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle</p> <p>Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible</p> <p><b>2° Repérage</b></p> <p>Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)</p> <p>Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée</p> <p>En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé</p> <p><b>3° Atteinte et usage</b></p> <p>Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)</p> <p>Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)</p> <p>Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment</p> <p>Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès</p> <p>En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.</p> <p>Sans vision directe : interphonie avec visualisation.</p> <p>En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies</p>	<p>PM</p> <p>AS</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>	<p>Préciser les dimensions caractéristiques des rampes (entrée extension coiffure et au niveau du retrait des bancs)</p>
Art. 5	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>	HM	
Art. 6	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>	HM	
Art. 7	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	HM	
Art.9	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>	HM	
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Repérage des portes vitrées Toutes portes manoeuvrables Absence de danger pour portes battantes et automatiques Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)  <b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b> Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes. Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile) Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile) Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée  <b>2° Atteinte et usage</b> Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis » Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées  <b>3° Sécurité d'usage</b> En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement Repérage des portes vitrées	PM PM HM HM PM PM PM PM AF HM HM AF HM PM AF	
Art. 11	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>	HM	
Art. 13	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal  <b>II. - Caractéristiques minimales</b> Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3 Absence de confusion avec les sorties de secours	AF  AF AF	
Art. 14	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique  <b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b> des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux, des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux, des circulations intérieures horizontales : 100 lux, des escaliers et équipements mobiles : 150 lux des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	AS  HM HM HM HM	Une note de calcul d'éclairement est à prévoir pour les nouveaux cheminements extérieurs
Art. 15	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19
Art 16	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b>	HM	
Art. 17	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement</b>	HM	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel</b>	HM	
Art. 19	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série</b>	SO	
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b>	SO	
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## VIII.5 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

### OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

### REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m<sup>2</sup> lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m<sup>2</sup>, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CCH R173-3	<b>Réglementation thermique existant généralités</b> Application RT élément/élément	AF	Dans le cadre de notre projet, la Surface Hors Œuvre Nette est supérieure à 1000m² mais le coût des travaux de rénovation est inférieur à 25% de la valeur du bâtiment : C'est la RT « élément par élément » qui sera ainsi appliquée.
Art 1 Art 1,7,15 Art 6,14	<b>ARRETE DU 03/05/2007</b> Modalités d'application RT élément/élément Bâtiments et travaux soumis à la RT Dispositions pour les travaux dans des secteurs sauvegardés au titre des monuments historiques et architecturaux	PM AF SO	
Chapitre 1	<b>ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS OPAQUES</b>		
Art 3	<b>Travaux d'installation ou de remplacement de l'isolation thermique</b> Murs en contact avec l'extérieur et rampants de toitures de pente > 60°	AF	- ITE laine de roche 150mm R = 4,25 m².K/W - Doublage intérieur 120mm R= 3,75 m².K/W - Doublage intérieur OSB + laine minérale 120mm R= 3,75 m².K/W
Art 4	Toiture terrasse : Installation ou remplacement de plancher bas sur vide sanitaire	AF SO	Isolant laine de roche 600mm + PIR 100mm => R=6m².K/W
Art 5	Travaux d'isolation des parois et ventilation - Les travaux d'isolation conservent les entrées d'air existantes sauf nouveau système de ventilation - Mise en place d'entrées d'air dans les pièces principales	PM AF	
Chapitre 2	<b>ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS VITREES</b>		
Art 8	Disposition applicable aux installations ou remplacements des : fenêtres, portes-fenêtres, double fenêtres, façades rideau, portes d'entrée (Maison individuelle), verrières et vérandas donnant sur l'extérieur ou un volume non chauffé Parois vitrées hors champ d'application RT	PM	Les parois suivantes ne sont pas concernées pas l'application de l'arrêté: Les vitrines et les baies vitrées avec un caractéristique particulière, les portes d'entrées (hors maison individuelle), les pavés de verres, les vitraux, les vérandas non chauffées, les conduits de lumière naturelle, les fenêtres générant des surcouts disproportionnées pour le gain énergétique
Art 9	Respect du coefficient de transmission thermique Uw maximal : - - Fenêtres (S> 0.5 m²), porte-fenêtres, double-fenêtres, façade rideaux : $U_w \leq 1.9 \text{ W/m}^2\text{.K}$	AF	- Fenêtres $U_w < 1,3 \text{ W/m}^2\text{K}$ - Porte-fenêtres $U_w < 1,3 \text{ W/m}^2\text{K}$
Art 10	Les fermetures et protections solaires existantes extérieures des fenêtres, porte-fenêtres et façades rideaux doivent être maintenues ou remplacées.	AF	Stores intérieurs + brises soleils
Art 11	Fenêtres de toit installées ou remplacées : Facteur solaire de l'ensemble de la paroi $S_w \leq 0.15$ Les protections solaires extérieures sont réputées satisfaisantes.	AS	<b>Préciser le facteur solaire des puits de jour remplacés.</b>
Art 12	Mise en place d'entrée d'air pour les nouvelles fenêtres et porte-fenêtre: - - Enseignement : Salles de classes et salles de réunion	PM	
Chapitre 4	<b>EAU CHAUDE SANITAIRE</b>		
Art 28	Chauffe-eau électriques installés ou remplacés - pertes maximales Qpr en kWh par 24h : - - Chauffe-eau vertical : Volume $\geq 75 \text{ l}$ : $Q_{pr} \leq 0.22 + 0.057V/2/3$	AS	<b>Préciser les pertes statiques Qpr des chauffe-eau (200l)</b>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 6	<b>VENTILATION</b>	AF	Ventilation des classes par CTA double flux Ventilation des sanitaires et vestiaires par VMC simple flux
Art 38	Bâtiment autre qu'habitation - Installation ou remplacement des dispositifs de ventilation : Mise de systèmes indépendants pour des locaux ou groupes de locaux avec des occupations ou des usages différents	AF	
Art 39	Bâtiment autre qu'habitation - Mise en place de régulation en fonction des besoins (occupation, horloge) pour tout nouveau système de ventilation	AF	
Chapitre 7	<b>ECLAIRAGE DES LOCAUX</b>		
Art 43	Bâtiments à usage autre que d'habitation - installations autres que celles de l'art. 42 - Mise en place d'une commande centralisée ou d'un dispositif automatique en cas d'inoccupation - - L'abaissement de l'éclairement au niveau réglementaire - - L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé  Pour les locaux avec un accès majoritaire à l'éclairage naturel où l'extinction des sources de lumière est possible et sont principalement occupés la journée, l'installation doit comprendre: - - Gradation des sources de lumières régulée par éclairage naturel  - - Dispositif de régulation couvrant une surface $\leq 25 \text{ m}^2$	PM PM	<b>AS</b> <u>Thermique</u> : L'éclairage dans les salles devra posséder: - Une gradation des sources de lumières régulée par éclairage naturel - Un dispositif de régulation couvrant une surface $< 25 \text{ m}^2$
Art 44	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Puissance éclairage installée $\leq 1.6 \text{ W/m}^2$ par tranche de 100 lux	PM	
Art 45	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Visualisation de l'éclairage du local sur la commande dans le cas d'une gestion à distance	PM	
Art 46	Bâtiment à usage autre que d'habitation - cas des locaux sportifs et salles polyvalentes - Dispositifs gérant plusieurs niveaux d'éclairement	SO	

## VIII.6 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Rénovation énergétique d'un lycée avec R+1.

Les travaux à réaliser portent sur :

Désamiantage RDC et toiture,  
Réfection des étanchéités des toitures,  
L'isolation par l'extérieur des murs des salles de classes,  
Le remplacement de menuiseries extérieures,  
La mise en place d'une ventilation et son pilotage,  
La mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique dans l'espace coiffure,  
L'amélioration de l'éclairage avec la mise en place de LED,  
Suppression de l'agrandissement derrière la classe D2.

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Remplacement des appareils d'éclairage de la zone atelier
- Equipement d'alarme / SSI : SSI de catégorie A existant (détection uniquement dans le local où est installée la centrale - administration) et couplage avec la centrale SSI du bâtiment internat.
- Moyens d'extinction fixes : Existant non modifié
- Ventilation : Caissons d'extractions
- Chauffage : Installation d'une CTA double flux

**Date d'application du référentiel réglementaire : 22/03/2024**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : En attente du PV de la commission de sécurité relatif aux travaux

Effectif du public : 350 personnes

Effectif du personnel : 55 personnes

Effectif public + personnel : 405 personnes

**3ème catégorie de type N,R**

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

En attente du PV de la commission de sécurité relatif aux travaux

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.



**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

**Autres prescriptions particulières :**

## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêtés du 23/02/2018, 10/05/2019, 07/02/2022 et précédents
	<b>Section I - Classement des Etablissements</b>		
GN 1	Classement des établissements.	AS	Supposé 3ème catégorie type R - En attente du PV de la commission de sécurité relatif aux travaux justifiant le classement.
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	AF	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	<b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b>		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AF	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	AF	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	<b>Section III - Contrôle des Etablissements</b>		
GN 11	Notification des décisions.	PM	Les avis relatifs aux justificatifs figurent aux articles concernés.
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	<b>Section IV - Travaux</b>		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	<b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b>		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	Voir liste récapitulative en §V.
GN 14	Matériels du SSI	PM	Voir liste récapitulative en §V.
GN 14	Matériels électriques	PM	Voir liste récapitulative en §V.
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	SO	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	<b>Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>		
	<b>Titre Premier Dispositions Générales</b>		
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
<b>CO 1 - CO 5</b>	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>	HM	Les dispositions existantes sont non modifiées
<b>CO 6 - CO 10</b>	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>	HM	Les dispositions existantes sont non modifiées
	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>		Les dispositions existantes sont non modifiées
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	PM	
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	AS AF	<b>Il conviendra s'assurer que la structure existante est apte à bénéficier d'un flocage assurant une stabilité au feu 1/2h.</b> Le choix se porte vers la solution de flocage pour respecter l'article CO13.
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.		
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.		
<b>CO 16 - CO 18</b>	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	Les dispositions existantes sont non modifiées
	<b>Section V - Façades</b>		
CO 19	Généralités.	PM	
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	AF AS	<b>L'article §3.3.2 du lot 5 fait référence à l'IT243 =&gt; A corriger (IT249)</b>
CO 21	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies.	HM	
CO 22	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie.	AF	
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF AS	Blocs-porte prévus EI30 <b>Les cloisons doivent être coupe-feu 1/2h.</b>
CO 25	Compartiments.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 26	Recoupement des vides.		
CO 27 - CO 29	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>	HM	Les dispositions existantes sont non modifiées
	<b>Section VIII - Conduits et Gains</b>		
CO 30	Généralités.	PM	
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	PM	
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	PM	
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	HM	Les dispositions existantes sont non modifiées
	<b>Section IX - Dégagements</b>		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	PM	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AS	Si les portes remplacées font office d'issue de secours, elles doivent présenter une largeur d'une UP minimum.
CO 37	Saillies et dépôts.	PM	
CO 38	Calcul des dégagements.	HM	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	HM	
CO 40	Enfouissement maximal.	HM	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	HM	
CO 42	Balisage des dégagements.	HM	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	HM	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AS	Si les portes remplacées font office d'issue de secours, elles doivent présenter une largeur d'une UP minimum.
CO 45	Manoeuvre des portes.	PM	
CO 46	<b>Portes des sorties de secours.</b>		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	PM	
CO 46§2	Verrouillage des portes.	PM	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
CO 61CO 61	<b>Section X - Tribunes et Gradins non Démontables</b>	HM	
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plaques de plâtres OSB dans l'atelier p47/65
		AF	OSB prévu avec vernis pare-flamme. Le PV sera à nous communiquer pour avis.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plafonds autoportés A2-s1,d0
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plafonds prévus coupe-feu EI60
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	HM	
AM 8	Produits d'isolation.	AS	<b>Préciser la réaction au feu des dalles de sols.</b>
		PM	Les produits d'isolation devront être protégés conformément au guide d'emplois des isolants combustibles.
		AF	Notamment ceux protégés par un OSB
			isolant laine de roche prévu sous l'étanchéité de la toiture
AM 9 - AM 10	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>	HM	
	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	PM	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	AS	<b>Dans les locaux de plus de 50m², les stores doivent présenter une réaction au feu M2.</b>
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	SO	
AM 15 - AM 18	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>	HM	
	<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>		
	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>		
DF 1	Objet du désenfumage.	PM	
DF 2	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
DF 4§1	Désenfumage naturel selon IT 246	AS	<b>Remplacement du désenfumage prévu alors que le tableau de surface ne fait pas apparaître de locaux de plus de 300m². Justifier ce choix (locaux de plus de 100m² par exemple) ?</b>
	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux installations		
CH 3	<b>Sources énergétiques autorisées.</b>		
CH 3§1	Combustibles liquides.	SO	
CH 3§2	Combustibles gazeux.	SO	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	PM	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL	PM	
CH 3 §4	Combustibles solides.		
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	<b>Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur</b>	HM	
CH 13 - CH 17	<b>Section III - Stockage des Combustibles</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 23 - CH 25	<b>Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud</b>	HM	
	<b>Section VI - Eau Chaude Sanitaire</b>		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	Chauffe-eau thermodynamique Atlantic Calypso Vertical sur socle 200L - Salon coiffure: générateur d'eau chaude sanitaire électrique en appoint
CH 27	Calorifugeage.	AS	<b>Les calorifuges utilisés pour l'isolation des canalisations et récipients contenant l'eau sanitaire doivent être réalisés en matériau de catégorie M1 ou CL-s3, d0 dans les locaux et dégagements accessibles au public et M3 ou DL-s3, d0 dans les autres parties de l'établissement.</b>
	<b>Section VII - Traitement d'Air et Ventilation</b>		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	La prestation comprend la fourniture, la pose, la mise en service et le réglage - d'une centrale de traitement d'air double flux avec récupération d'énergie et de l'ensemble du réseau de distribution d'air pour les classes - du caisson de VMC desservant les sanitaires Sanitaires traités en VMC Salle de classe traitées en ventilation de confort
CH 29	Sous-section 1 - Ventilation de confort Température de l'air.	PM	Lorsque l'air est utilisé comme véhicule de chaleur, sa température, mesurée à 1 centimètre des bouches de distribution, ne doit pas excéder 100 °C. Article abrogé par arrêté du 14/02/2000 Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 30 CH 31 CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	PM	Tous les conduits aérauliques, y compris ceux à parois composites ou multicouches, à l'exception des joints, doivent être classés M0 ou A2-s1,d0. PM Les conduits souples et ceux à parois composites ou multicouches classés M1 ou B-s3,d0 sont admis ponctuellement pour le raccordement d'organes terminaux dans un même local :  - d'une longueur maximale de 3 m pour les diamètres intérieurs supérieurs ou égaux à 315 mm ; - d'une longueur maximale de 6 m pour les autres diamètres intérieurs. Calorifuge par matelas souple de laine de verre avec kraft aluminium
CH 33	Prises et rejets d'air.	PM	Préciser l'emplacement des moteurs. En aucun cas les appareils de traitement d'air et les moteurs ne peuvent être placés dans le plénum au-dessus d'un écran assurant la stabilité au feu de la structure de toiture, tel que défini à l'article CO 13. PM Les prises d'air neuf doivent être protégées par un grillage à mailles de (Arrêté du 29 juillet 2025) « 20 » millimètres au plus ou par tout dispositif analogue destiné à s'opposer à l'introduction de corps étrangers.
CH 34	Dispositifs de sécurité.	PM	Dans les locaux ventilés, chauffés ou climatisés par air pulsé, un dispositif de sécurité doit assurer automatiquement l'extinction ou la mise en veilleuse de l'appareil ou de l'échangeur de chauffage de l'air et l'arrêt des ventilateurs lorsque la température de la veine d'air dépasse 120 °C. Ce dispositif doit être placé dans le conduit en aval du réchauffeur. AS <b>Préciser l'emplacement des coupures ventilation.</b>
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	PM	fluide frigorigène R410A
CH 36	Centrale de traitement d'air.	AS	<b>La CTA devra répondre aux exigences de l'article CH36</b>
CH 37	Batterie de résistance électrique.	AS	<b>Les batteries électriques doivent être installées dans des caissons ou conduits réalisés en matériau de catégorie M0 (Arrêté du 29 juillet 2025) « ou A2-s1, d0 ».</b>
CH 38	Filtres.	PM	
CH 39	Entretien des filtres.	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	PM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	SO	
CH 41	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	PM	A la charge de l'exploitant.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	PM	<b>Les canalisations électriques alimentant les ventilateurs doivent être du type résistant au feu de catégorie CR1. Préciser comment assurer le fonctionnement permanent de la VMC.</b>
CH 43	<b>Fonctionnement permanent du ventilateur.</b>		
CH 43§1	Restriction d'utilisation.	PM	
CH 43§2	Alimentation électrique du ventilateur.	<b>AS</b>	
CH 43§3	Caractéristiques du ventilateur.	<b>AS</b>	
CH 43§4	« Ecart au feu » des conduits.	PM	<b>Les canalisations électriques alimentant les ventilateurs doivent être du type résistant au feu de catégorie CR1. Préciser comment assurer le fonctionnement permanent de la VMC.</b>
<b>CH 44 - CH 56</b>	<b>Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur</b>	HM	
	<b>Section IX - Entretien et Vérification</b>		
CH 57	Entretien.	HM	
CH 58	Vérifications techniques.	PM	
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	HM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>		
EL 3	<b>Définitions.</b>	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 4	<b>Règles générales.</b>	PM	
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	SO	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	SO	
	<b>Section II – Règles d'Installation</b>		
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	SO	
	<b>Section III – Installation de Sécurité</b>		
EL 12	<b>Alimentation électrique des installations de sécurité.</b>	SO	
EL 13	<b>Alimentation électrique de sécurité.</b>	SO	
EL 14	<b>Alimentation électrique des installations de sécurité à partir d'une dérivation issue du tableau principal.</b>	SO	
EL 15	<b>Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité.</b>	SO	
EL 16	<b>Circuits d'alimentation en énergie des installations de sécurité.</b>	SO	
EL 17	<b>Signalisations.</b>		
	<b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 18 EL 19	Maintenance, exploitation. Vérifications techniques.	HM PM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 20 - EL 23	<b>Section V - Installations Temporaires</b>	SO	
	<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>		
	<b>Section I - Généralité</b>		
EC 1	Objectifs.	AF	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	Les éclairages devront être conforme à la norme NF EN 60 598
	<b>Section II - Eclairage Normal</b>		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	PM	
EC 7 - EC 15	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
AS 1 - AS 11	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre des travaux
GC 1 - GC 22	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>	SO	
	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>		
MS 4 - MS 40	<b>Section II - Moyens d'Extinction</b>	HM	
	<b>Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers</b>		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	HM	
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	HM	
MS 43	Tours d'incendie.	SO	
MS 44	Trémies d'attaque.	SO	
	<b>Section IV - Service de Sécurité d'Incendie</b>		
MS 47	Consignes.	HM	
MS 50	Poste de sécurité.	HM	
	<b>section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)</b>		
MS 53	Objet.	AF	La partie « formation » du centre est équipée d'un SSI de type 1 – catégorie A, relié à la centrale principale située dans le local administration, elle-même couplée au SSI de l'internat.
MS 55	Conception des zones.	HM	
MS 56 - MS 58	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie	HM	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 59 MS 60	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.) Généralités. Automatismes.	PM AF	CMSI existant  Le système existant sera maintenu et mis à jour pour intégrer de nouveaux dispositifs asservis à la fermeture des portes de compartimentage (ventouses électromagnétiques et boîtiers anti-réarmement).
MS 61 MS 62 MS 63 MS 64 MS 65 MS 66 MS 67	Sous-section 3 - Système d'alarme Terminologie. Classement. Utilisation de l'alarme générale sélective. Principes généraux d'alarme. Conditions générales d'installation. Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2. Conditions d'exploitation.	PM PM SO PM HM HM HM	Existant - équipement d'alarme de type 1 non modifié.      A respecter par l'exploitant.
MS 68 MS 69	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation Entretien. Consignes d'exploitation.	HM HM	A respecter par l'exploitant. A respecter par l'exploitant.
<b>MS 70 - MS 71</b>	<b>Section VI - Système d'Alerte</b>	HM	
<b>MS 72 - MS 75</b>	<b>Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles</b>	HM	

## VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b>		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	<b>Section I - Généralités</b>		
R1	Etablissements assujettis	AF	Supposé 3ème catégorie type R - En attente du PV de la commission de sécurité relatif aux travaux justifiant le classement.
R2	Détermination de l'effectif	AF	355 public + 55 personnel
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	HM	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
	<b>Section II - Construction</b>		Existant non modifié dans le cadre des travaux
R10	Locaux à risques	AS	<b>Les locaux préparation sont considérés comme locaux à risques courante (art. R10), les locaux de stockage et entretien doivent être considérés à risques moyens, traités coupe-feu 1h.</b>
R13 - R17	<b>Section III - Dégagements</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Section IV - Aménagements</b>		
R18	Sièges de la salle polyvalente	SO	Article abrogé
R19 - R19§5	<b>Section V - Désenfumage</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b>		
R20	Règles d'utilisation		
R21	Température des appareils d'émission.		
R22	Ventilation		
R23	Installations pédagogiques		
	<b>Section VII - Installations Electriques</b>		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Section VIII - Eclairage</b>		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Section IX - Cuisines</b>		
R28	<b>Grande cuisine associée à une salle polyvalente</b>		
R28	Isolement		
R28	Portes à fermeture automatiques en cas de transit du public en volume de cuisine		
R29	Cuisines pédagogiques		
R30 - R33	<b>Section X - Moyens de Secours</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre des travaux

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
-----	--------------------------	------	--------------

## VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>  <b>Livre II</b>  <b>Titre I</b>  <b>Chapitre IV</b>  <b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>  <b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	HM	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	HM	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	HM	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	HM	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	PM	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	HM	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	HM	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	HM	
	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	HM	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	HM	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues	SO	
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute	SO	
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	AF	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	PM	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AF	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	PM	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	SO	Existant non modifié dans le cadre des travaux
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>		
	<b>Section 1 Dispositions générales</b>		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	AF	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	HM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	HM	
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	
R4216-4	Détermination de l'effectif	HM	
R4216-5 - R4216-12	<b>Section 2 Dégagements</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-13 - R4216-16	<b>Section 3 Désenfumage</b>	HM	
	<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		
R4227-18	Installations des appareils		
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
R4216-21-1 - R4216-23	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>	HM	
R4216-24 - R4216-29	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	
R4216-30 - R4227-41	<b>Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
Art. 1 - Art. 9	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10 - Art.15	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>	SO	
Arrêté du 23/06/19 78	<b>Installations de Chauffage</b>  Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	PM	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/19 68	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>	HM	
Arrêté du 01/07/20 04	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b>	HM	
Arrêté du 30/07/19 79	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>	HM	
Arrêté du 23/02/20 18	<b>Installations de Gaz</b>	HM	
Arrêté du 22/10/19 69	<b>Conduits de Fumée</b>	HM	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	<b>DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b> <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>	SO	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>	HM	
Décret n° 2003-96	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b>	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre des travaux